

Arrêté ministériel nommant les membres de la Commission d'aide à l'édition

A.M. 28-06-2012

M.B. 05-10-2012

Modifications :

A.M. 24-07-2013 - M.B. 21-08-2013

A.M. 29-09-2015 - M.B. 20-10-2015

La Ministre de la Culture,

Vu le décret du 17 juillet 2002 visant à promouvoir la participation équilibrée d'hommes et de femmes dans les organes consultatifs;

Vu le décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

Vu le décret du 11 janvier 2008 portant ratification de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 instituant les missions, la composition et les aspects essentiels de fonctionnement d'instances d'avis tombant dans le champ d'application du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 30 juin 2006 portant exécution du décret du 10 avril 2003 relatif au fonctionnement des instances d'avis oeuvrant dans le secteur culturel;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 juillet 2009 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement, notamment l'article 13, § 1, 10°, a);

Considérant l'appel aux candidatures publié au Moniteur belge le 5 mars 2012;

Considérant que les membres siégeant en qualité de représentant de tendances idéologiques et philosophiques ont vu leurs mandats renouvelés par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 22 juillet 2011 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 juillet 2007 nommant les membres de la Commission d'aide à l'édition;

Considérant que les membres remplissent les conditions de nomination prévues par les dispositions décrétales et réglementaires;

Considérant qu'il a été impossible de rencontrer le prescrit des articles 2, alinéa 1^{er}, et 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret du 17 juillet 2002 précité, compte tenu du faible nombre de candidatures féminines (tous appels aux candidatures confondus) et, corrélativement, du choix parmi les candidats en fonction de leurs expérience et compétences,

Arrête :



Modifié par A.M. 29-09-2015

Article 1^{er}. - § 1^{er}. Sont nommés membres effectifs de la Commission d'aide à l'édition :

1° au titre d'experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine éditorial :

- Georges HOYOS;
- Michel JEZIERSKI;
- Chantal LEONARD;

2° au titre d'expert financier justifiant d'une compétence ou d'une expérience en audits techniques et budgétaires dans le secteur de l'édition :

- Alain ESTERZON;

3° au titre de représentant d'associations représentatives d'éditeurs agréés :

- Simon CASTERMAN;
- Thomas DEPRYCK.

Remplacé par A.M. 29-09-2015

§ 2. Sont nommés membres effectifs au titre de représentants de tendances idéologiques et philosophiques :

- M. Michel DUFRANNE (ECOLO)
- Mme Catherine HOCQUET (MR)
- Mme Clotilde GUISLAIN (CDH)
- M. Fabrice PREYAT (PS)

Modifié par A.M. 24-07-2013 ; A.M. 29-09-2015

Article 2. - § 1^{er}. Sont nommés membres suppléants de la Commission d'aide à l'édition :

1° au titre d'experts justifiant d'une compétence ou d'une expérience dans le domaine éditorial :

- Lode GOUKENS;

2° au titre de représentant d'associations représentatives d'éditeurs agréés :

- Yves WELLEMANS;

3° au titre d'expert financier justifiant d'une compétence ou d'une expérience en audits techniques et budgétaires dans le secteur de l'édition :

- M. Yves DE BRUYN [**3° remplacé par A.M. 29-09-2015**]

Remplacé par A.M. 29-09-2015

§ 2. Sont nommés membres suppléants au titre de représentants de tendances idéologiques et philosophiques

- Mme Françoise KLEIN (ECOLO)
- Mme Nathalie DUBOIS (CDH)
- M. Olivier WEYRICH (PS).

Remplacé par A.M. 29-09-2015

Les membres visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} et à l'article 2, § 1^{er}, sont nommés pour un mandat d'une durée maximale de cinq ans.

Les mandats des membres visés à l'article 1^{er}, § 2, et à l'article 2, § 2, seront renouvelés conformément à l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 23 juin 2006 précité.

Article 4. - Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} août 2012.

Bruxelles, le 28 juin 2012.

Mme F. LAANAN

